

Nicolae Sfetcu

**Le rôle de l'Armée Roumaine
dans l'acte du 23 août 1944**

Collection ESSAIS

MultiMedia Publishing

LE RÔLE DE L'ARMÉE ROUMAINE DANS L'ACTE DU 23 AOÛT 1944

Nicolae Sfetcu

16.04.2022

Sfetcu, Nicolae, « Le rôle de l'Armée Roumaine dans l'acte du 23 août 1944 », MultiMedia Publishing (2022), ISBN: 978-606-033-713-3, Telework (16 avril 2022), DOI: 10.13140/RG.2.2.17016.52482, URL = <https://www.telework.ro/fr/e-books/le-role-de-larmee-roumaine-dans-lacte-du-23-aout-1944/>

Email: nicolae@sfetcu.com



Cet essai est sous licence Creative Commons Attribution-NoDerivatives 4.0 International. Pour voir une copie de cette licence, veuillez visiter <http://creativecommons.org/licenses/by-nd/4.0/>.

Table des matières

LE RÔLE DE L'ARMÉE ROUMAINE DANS L'ACTE DU 23 AOÛT 1944.....	1
Résumé.....	3
1. Le contexte de l'entrée de la Roumanie dans la Seconde Guerre mondiale.....	1
2. La Seconde Guerre mondiale.....	5
3. L'acte du 23 août 1944	14
4. Les implications de l'acte du 23 août 1944	20
Bibliographie.....	28

Résumé

De l'entre-deux-guerres jusqu'à la fin de la Seconde Guerre mondiale, la Roumanie s'est trouvée dans une sorte de labyrinthe géopolitique, dans lequel elle semblait avoir de multiples possibilités, mais elles allaient toutes dans le même sens : l'alliance avec l'Allemagne au début de la Seconde Guerre mondiale, l'acte du 23 août 1944 tel qu'il se présentait et le statut établi par la suite par le traité de Paris.

Tout au long de cette période, l'armée roumaine a joué un rôle majeur à travers ses dirigeants et le sacrifice des soldats roumains, et l'acte du 23 août 1944 a été un acte légitime et légal, dans lequel le roi Mihai I et l'armée ont été les principaux décideurs.

Après une présentation du contexte de l'entrée de la Roumanie dans la Seconde Guerre mondiale, suit la description de l'évolution de la Roumanie pendant la guerre, en mettant l'accent sur les tentatives de conclure un armistice avec les Alliés occidentaux et le rôle de l'armée pendant cette période. L'acte du 23 août 1944 est ensuite détaillé à part, soulignant la diversité des opinions sur cet événement. La dernière section présente les implications de cet acte sur la Roumanie, après la fin de la Seconde Guerre mondiale.

1. Le contexte de l'entrée de la Roumanie dans la Seconde Guerre mondiale

La stratégie de la Roumanie au XIXe siècle et dans la première moitié du XXe siècle était d'unir tous les territoires habités par des Roumains en un seul État et de maintenir son unité. Dans ce contexte, la Roumanie avait trois principaux ennemis durant cette période : 1) la Hongrie, pour le contrôle de la Transylvanie, attribuée à la Roumanie par le traité de Trianon, la Transylvanie du Nord étant offerte à la Hongrie en 1940 par le Dict de Vienne (Second Arbitrage de Vienne) et retourna en Roumanie en 1945 ; 2) La Bulgarie, pour le contrôle du Quadrilatère (Dobrogea du Sud), pris par la Roumanie après la Seconde Guerre des Balkans, repris par la Bulgarie pendant la Première Guerre mondiale avec la Dobrogea du Nord par le traité de Bucarest et un protocole secret avec les autres puissances centrales en septembre 1918, cédant le territoire à la Roumanie en 1919 par le traité de Neuilly, et le récupérant pendant la Seconde Guerre mondiale par le traité de Craiova en septembre 1940 ; et 3) la Russie, qui a occupé la Bessarabie et la Bucovine du Nord en 1940, et cette occupation a été confirmée par le Traité de paix de Paris de 1947.

Pendant la période entre les deux guerres mondiales, la forme de gouvernement était une monarchie constitutionnelle parlementaire jusqu'en 1938, mais avec une grande instabilité politique : entre 1928-1938, 25 gouvernements se sont succédés à la tête de la Roumanie. Avec la Constitution de 1923, le roi a pu dissoudre le parlement et organiser des élections anticipées. Le 11 février 1938, la dictature royale de Carol II est établie, avec l'installation d'un gouvernement dirigé par le patriarche Miron Cristea et l'élaboration d'une nouvelle Constitution, qui entre en vigueur le 27 février, avec tous les pouvoirs concentrés entre les mains du Roi. Les partis politiques parlementaires sont regroupés en un Front de la Renaissance nationale et un conseil consultatif de la couronne est formé, plusieurs chefs légionnaires sont arrêtés, dont Corneliu Zelea Codreanu, fusillé le 30 novembre 1938 sous prétexte de « Fuir l'escorte » (C. C. Giurescu et Giurescu 1971, 740-41).

Selon l'*Histoire militaire du peuple roumain*, vol. VI, élaboré par la Commission d'histoire militaire (Olteanu et al., 1984, vol. 6), au début de 1934, l'armée était équipée d'armes individuelles pour 31 divisions, 13 240 mitrailleuses pour 20 divisions ; 13 587 mitrailleuses pour 37 divisions ; canons de campagne (calibre 75 et 76,2 mm) pour 22 divisions; obusiers (4 batteries de 4 pièces chacune pour une division) pour 10 divisions. Avec l'artillerie lourde, deux divisions d'obusiers de calibre 150 mm et quatre divisions de canons à canon long de calibre 120 mm pouvaient être mises

en place. L'aviation militaire disposait de 9 avions de reconnaissance, 101 avions d'observation, 20 avions de liaison, 35 avions de chasse et 39 avions de bombardement (Olteanu et al., 1984, 6:227–28).

En 1939, l'armée roumaine disposait de 300 000 nouvelles carabines de calibre 7,92 mm couvrant seulement 30% des besoins, et de 3500 mitrailleuses pour 70% des besoins en équipement. Pour l'artillerie, 248 pièces d'obusiers de 100 mm étaient neuves, sur 630 pièces ; 180 obusiers Skoda de 150 mm et 72 canons de 105 mm de long de nouvelle fabrication à partir de 222 obusiers et 183 canons, et 24 canons de calibre 47 mm et 500 mines antichar (Olteanu et al., 1984, 6:227–28).

Le 23 août 1939, l'Allemagne et l'Union soviétique signent à Moscou le pacte Ribbentrop-Molotov, selon lequel l'URSS revendique le nord de la Bucovine et la Bessarabie. En septembre 1939, la Pologne est envahie par l'Allemagne. Dans ce contexte, le Conseil de la Couronne décida le 6 septembre 1939 de proclamer la neutralité de la Roumanie, de sécuriser ses frontières et d'éviter la confrontation militaire en activant le « Bloc neutre balkanique » de l'Accord balkanique de 1934 et en essayant de conclure un pacte de non-agression avec la URSS.

Le 29 mars 1940, VM Molotov évoque « l'existence d'un différend non résolu, celui de la Bessarabie, dont l'annexion par la Roumanie n'a jamais été reconnue par l'Union soviétique, bien qu'elle n'ait jamais soulevé la question du retour de la Bessarabie par des moyens militaires ». (Văratîc 2000, p.229-230)

Par le traité Hitler-Staline, le traité de Craiova et le deuxième arbitrage de Vienne (dictat de Vienne), la Roumanie perd plus d'un tiers de son territoire et plus d'un quart de sa population), y compris le comté de Herța qui ne faisait ni partie de Bucovine ni de Bessarabie et n'avait pas été revendiqué à l'origine par l'URSS. Une partie de la Bessarabie était rattachée à l'Ukraine, et l'autre partie formait la République socialiste soviétique de Moldavie, l'occupation étant suivie de déportations massives (Бураћ 1999, 567-81)¹ et de l'interdiction des valeurs roumaines. Le 26 juin, 22h, V.M. Molotov a envoyé une note à Gheorghe Davidescu, le chef de la mission diplomatique roumaine à Moscou, appelant au « retour à tout prix » de la Bessarabie et à la reddition à l'Union soviétique de la partie nord de la Bucovine. (Scurtu, Mocanu, et Smârcea 1995, 529-30) En 1940,

¹ Papier basé sur les archives du NKVD

par un simple rapport, l'URSS prend l'Île des Serpents à la Roumanie, pour des raisons stratégiques. (Văduva 2015)

Gheorghe Văduva déclare que la Russie, en tant que l'un des empires voisins de la Roumanie, s'est toujours intéressée à la ligne stratégique mer Noire-mer Baltique, qui affecte le nord de la Bucovine et le territoire entre le Prut et le Dniestr, considéré comme une zone de sécurité stratégique pour l'Empire russe. Ainsi, l'unification des États roumains contredisait les intérêts géopolitiques des trois grands empires voisins. (Văduva 2015)

Le 22 juin 1940, le roi Carol II forme le Parti de la Nation. Le 4 juillet 1940, le gouvernement Ion Gigurtu a été installé, qui le 30 août 1940, par le biais du dictat de Vienne, a été contraint de céder la moitié de la Transylvanie (« Transylvanie du Nord ») à la Hongrie, et le 7 septembre 1940, par le Traité de Craiova, le « Quadrilatère » est cédé à la Bulgarie.

La crise du régime « carliste » se termine avec la formation du gouvernement Ion Antonescu - Horia Sima par décret royal signé par Carol II. Bénéficiant de la suspension de la Constitution et de la dissolution du parlement (D. C. Giurescu 1999, 65), Antonescu demanda l'abdication du Roi le 6 septembre 1940, formant l'État national-légionnaire, avec Horia Sima vice-président du Conseil de Ministres et secrétaire d'État (C. C. Giurescu et Giurescu 1971, 742). Le jour même de son intronisation comme roi de Roumanie, Mihai I a publié un décret par lequel Antonescu avait les pleins pouvoirs en tant que chef de l'État roumain, mais avec une précision qui a échappé à Antonescu : le Roi nommait le Premier ministre. (Hitchins 1994)

La Garde de fer, après son arrivée au pouvoir, déclenche une vague de vengeance contre les partisans de l'ancien régime parlementaire, tuant 60 anciens dignitaires à la prison de Jilava le 27 novembre 1940 (Georgescu 1992, 233) (Constantiniu 2011, 390), dont l'historien et l'ancien premier ministre Nicolae Iorga et l'économiste Virgil Madgearu, considérés comme les « auteurs moraux » de l'élimination de Codreanu (Albulescu et Munteanu 2004). Ion Antonescu a tenté de retirer la Garde de fer du gouvernement, réprimant la révolte des légionnaires et excluant la Garde de fer du gouvernement (Lambro 2017).

Selon Petre Otu, Ion Antonescu a réorganisé l'administration, supprimant les ministères de l'Air et de la Marine et de l'Équipement de l'Armée, créés en 1936 et 1938 et revenant à un seul département, le ministère de la Défense nationale. Il a créé quatre secrétaires d'État (terre, air,

marine et dotation de l'armée)² et deux états-majors de la marine et de l'aviation, subordonnés au chef d'état-major général. Le poste de chef d'état-major général, respectivement du quartier général, a été occupé entre le 6 septembre 1940 et le 17 septembre 1941 par le général Alexandru Ioanițiu (Cioflină 1995, 47-72), et la section 7 pour l'enseignement supérieur a été remplacée par la section 7 - forces armées alliées³ (Otu 2021).

Selon Alesandru Duțu, la Roumanie s'était isolée sur la scène internationale, après le pacte Ribbentrop-Molotov (23 août 1939) (Constantiniu 1991), la perte de territoires en 1940 (Dutu et Ignat 2000), et pratiquement forcée d'entrer dans le sphère d'influence de l'Allemagne en adhérant au Pacte tripartite (23 novembre 1940), selon Ion Gheorghe, l'ancien ambassadeur de la Roumanie à Berlin, « un acte officiel sans pouvoir de persuasion », un « opportunisme politique » (Gheorghe 1996, 17) (Duțu 2016)

² Archives militaires nationales roumaines (A.N.M.R.), fonds 948, section 7, dossier no. 2, f.28 (Décret-loi n° 34 888 du 16 octobre 1940).

³ A.M.N.R, fonds 948, Section 1, dossier no. 1068, p. 47.

2. La Seconde Guerre mondiale

La présidence du Conseil des ministres dans son ensemble a fonctionné, du 12 septembre 1940 au 23 août 1944, en tant que cabinet civil (Buzatu 1996, 178-204), directement subordonné au maréchal Antonescu (Drăgan 1989, 131). Le Cabinet militaire, créé le 14 septembre 1940, comprenait initialement deux bureaux, composés exclusivement d'officiers détachés du ministère de la Défense nationale ou de l'État-major⁴. La direction du Cabinet militaire est confiée au colonel Polihron Dumitrescu, puis au colonel Mircea Elefterescu, et à partir d'octobre 1941 au colonel Radu Davidescu⁵. Les membres du cabinet militaire étaient des officiers dévoués au chef de l'État, dont le colonel Mircea Elefterescu, les adjudants-majors Eugen Niculescu et Alexandru Marin, les capitaines Ion Georgescu, Gh. Magherescu, N. Anghel et N. Caloenescu, Major Dr. Stroescu, Lt. Colonel Commandant Popescu-Deveselu et autres (Buzatu 2008).

En juin 1941, la Roumanie entre en guerre aux côtés de l'Axe et contre l'URSS, espérant regagner les territoires perdus. Selon Keith Hitchins, au début de la campagne contre la Russie, les forces roumaines et allemandes de Moldavie étaient concentrées en trois groupes d'armées : la 3e armée roumaine au nord ; la 11e armée allemande au centre et la 4e armée roumaine au sud, formant le groupe d'armées Antonescu (Hitchins 1994). Selon le *Journal du maréchal Ion Antonescu*, considéré comme ayant été écrit par le major Al. Marin, du 27 janvier 1941 au 23 août 1944, occupe le poste de ministre de la guerre : Iosif Iacobici, général de corps d'armée Constantin Pantazi, général C.A. Mihail Racoviță, général C.A. Constantin Sănătescu, général C.A. Ion Negulescu, général C.A. Constantin Vasiliu-Rășcanu, général CA Gheorghe Dobre, général C.A., et le chef d'état-major : Alexandru Ioanițiu, général de division Iosif Iacobici, général C.A. Ilie Șteflea, général C.A. Gheorghe Mihail, général C.A. Nicolae Rădescu, général C.A. Constantin Sănătescu, général C.A. (Buzatu 2008)

Dans un numéro spécial de la *Revista de Istorie Militară*, no. 3-4 / 2021, dédié au 80e anniversaire de l'entrée de la Roumanie dans la Seconde Guerre mondiale, Ottmar Trască présente la situation de l'armée roumaine dans la vision de la mission militaire allemande en Roumanie dans la période précédant l'opération "Barbarossa" (février - mai 1941) pour l'invasion de l'Union soviétique (Trașcă 2021, 5-19). Le rapport du 14 février 1941 intitulé « Évaluation de l'armée

⁴ ANIC, fonds PCM - CM, dossier 69/1940, tome I, page 10.

⁵ ANIC, fonds PCM - CM, dossier 556/1941, *passim*.

roumaine » déclare : « Le corps de commandement roumain a un penchant pour la théorie, les plans et les petits travaux. Pour la plupart, il n'est pas capable d'un leadership énergique et vivant, en particulier dans les situations difficiles, qui changent rapidement. La vision du terrain fait défaut », le corps des officiers étant jugé hétérogène, doté d'un pouvoir de compréhension rapide, d'une bonne formation théorique, mais sans avoir la force et la volonté de résister « jusqu'au dernier homme », les sous-officiers sont quasi inexistantes, et « le soldat roumain est un matériau digne, désireux d'assimiler; il est généralement docile et désireux de s'assimiler, apparemment même résilient et persévérant; cependant, il a généralement un faible niveau d'entraînement. Il manque d'activité et de réflexion indépendantes. Sa relation avec ses supérieurs est, selon la mentalité roumaine, basée sur la peur de la punition plutôt que sur la confiance. Le traitement du soldat est en partie mauvais, et les conditions de vie dans la caserne - selon nos normes - sont primitives. Le solde ne correspond même pas aux modestes besoins vitaux ». Le rapport conclut que « les forces armées roumaines, pour la plupart, ne sont pas adaptées aux missions de combat indépendantes » (Trașcă 2021, 6-7).

Le 22 juin 1941, les armées allemande et roumaine entament leur campagne contre l'Union soviétique par le biais de « l'opération Munich », l'armée roumaine étant motivée par le désir de reprendre la Bessarabie et la Bucovine à l'URSS. Le 5 juillet 1941, les premières troupes roumaines entrent à Tchernivtsi, et le 10 juillet, la ville de Soroca est libérée, puis la ville de Balti le 12 juillet. La ville d'Orhei est libérée par l'armée roumaine le 15 juillet. Le 21, les localités d'Ismail, Chilia Nouă, Vâlcov sont libérées (Duțu, Retegan, et Stefan 1991, 35-37). Le 27 juillet 1941, Hitler demande à Antonescu de traverser le Dniestr pour contrôler le territoire entre le Dniestr et le Bug. L'opposition roumaine se prononce contre l'avancée de l'armée roumaine à travers le Dniestr, déclarant que la priorité des intérêts roumains est la Transylvanie. Antonescu décide d'agir selon les souhaits d'Hitler, déclarant, dans sa lettre qui lui est envoyée le 27 juillet, sa foi dans « la justice que le chancelier Führer Adolf Hitler rendra au peuple roumain et aux droits laïcs, sa mission dans les Carpates, sur la Danube et de la mer Noire ». (Duțu, Retegan, et Stefan 1991, 38). Dans la bataille d'Odessa, entre le 6 août et le 16 octobre 1941, les Roumains ont perdu 17.792 soldats, 63.345 blessés et 11.471 disparus, soit un total de 92.608 personnes. Les troupes soviétiques d'Odessa se replient sur Sébastopol, où elles résistent jusqu'au milieu de 1942. Aux pertes militaires en 1941 de l'armée roumaine, s'ajoutent les pertes dans la steppe de Calmuca, fin 1942 et début 1943.

Selon Corneliu Coposu, Iuliu Maniu a agi pour la sortie de la Roumanie de l'alliance avec l'Allemagne depuis janvier 1942 lorsque, à l'occasion d'une réception donnée par le Roi le 24 janvier 1942 pour célébrer le 83e anniversaire de l'Union des Principautés, « Maniu a fait contact et obtenu l'approbation royale pour le lancement de la campagne de sortie du camp fasciste... » (Coposu 1996, 42) (Mitru 1997). Mais après la Conférence de Casablanca (janvier 1943), F.D. Roosevelt, Winston Churchill et Charles de Gaulle ont décidé d'accepter des armistices avec l'Allemagne et ses alliés uniquement à la condition de leur reddition inconditionnelle (Curtifan 2019).

Dans une interview le 26 janvier 1943 à Bucarest avec le journaliste italien Lamberto Sorrentini d'*Il Tempo*, Antonescu déclare : « Je combats la Russie, qui est un ennemi mortel de mon pays. Nous pouvons endurer les vols de l'Allemagne, mais nous pouvons succomber à la menace de la Russie. » ... « J'ai des informations secrètes sur les communistes roumains qui ont émigré à l'école de Moscou. Ils sont subjugués par une folle, Ana Pauker, qui a vendu son âme à Staline et contraint ses compatriotes à parler russe, même entre eux, affirmant que la langue roumaine est un mélange bâtard de dialectes, à remplacer » (Buzatu 2008, 9-10). Le 21 avril 1943, lors de la conférence du maréchal Antonescu à l'École supérieure de guerre de Bucarest, il déclare :

« Vous ne savez que trop bien les conditions tragiques dans lesquelles nous avons pris la tête de l'État le 6 septembre 1940. L'année 1940 nous a apporté la catastrophe des frontières en raison de notre isolement dans l'espace international et de la politique équivoque menée par la Roumanie. Lorsque je suis arrivé au pouvoir, ma première préoccupation a été de trouver un point d'appui à l'extérieur, sur une force réelle, qui me donnerait la sécurité et la tranquillité d'esprit de la force militaire, nécessaire au redressement extérieur et intérieur. J'avais le choix : a. Une alliance avec la Russie : à cette époque la Russie n'était pas un allié de l'Angleterre et de l'Amérique. L'exemple des pays baltes et de la Pologne suffit pour voir ce que l'on peut attendre de cette alliance. b. Une alliance avec les grandes puissances qui, dans la guerre passée, nous ont aidés à réaliser l'idéal national. Mais la France était hors de question, l'Angleterre et l'Amérique incapables de nous aider, et l'exemple de la catastrophe frontalière de 1940 était édifiant sur les résultats d'une politique aux côtés ces grandes puissances. c. Une politique d'isolement. C'était peut-être une solution, mais dangereuse pour la nation Roumaine et je pense que c'était une impossibilité à pratiquer. ... Prise au jeu de ces impérialismes, une politique d'isolement n'était pas possible. En 1940, deux des pays sur lesquels nous pouvions compter avaient disparu. L'Allemagne est le seul soutien contre la Russie menaçante. » (Buzatu 2008, 589)

Le 7 juin 1943, Mircea Eliade écrit dans le *Journal portugais* :

« Dans le choc apocalyptique d'aujourd'hui, ma nation a trop peu de chance pour survivre, c'est mon obsession quotidienne [...] La Roumanie et même la nation roumaine (dans ses

éléments de continuité historique et culturelle) traversent la plus grande crise de leur existence. Nous sommes voisins d'un empire environ six fois plus grand que toute l'Europe... Dans cette tempête décisive, nos pilotes [chefs] sont aveugles. Nous avons décimé notre armée en Russie ; nous avons perdu toutes nos armes à Stalingrad, tandis que les Hongrois ont gardé leur force militaire intacte. Notre sacrifice sanglant est compromis par le jeu idiot du leadership politique, qui tente un double jeu avec les Anglo-Saxons, tout en perdant ce que nous avons gagné des Allemands, ne gagnant rien des Anglo-Américains. Le grand Ica [Antonescu] a fait de la politique à cent pour cent avec les Allemands, et il veut aussi faire de la politique maintenant avec les Anglo-Américains, en envoyant des émissaires imbéciles, qui se font prendre par la Gestapo, et qui nous coûtent de nouvelles divisions sur le front. » (Eliade 2006, 199-200).

Ion Antonescu a toléré, à partir de 1943, l'enquête d'armistice du vice-premier ministre Mihai Antonescu avec les Alliés occidentaux (Dennis Deletant 1999, 34) (Ceașescu, Constantiniu, et Ionescu 1985, 24). Keith Hitchins précise qu'au printemps 1943, le maréchal autorisa Mihai Antonescu à prendre contact avec les Alliés occidentaux (Hitchins 1994). Selon Eugen Cristescu, le chef du SSI, le 27 juin 1943, Mihai Antonescu part pour Rome pour proposer à Mussolini la constitution d'un « Axe latin » italo-roumain pour prendre l'initiative de négociations de paix séparées avec les Alliés Anglo-Saxons. Mussolini recommandera une attente de deux mois, mais suite au complot du 25 juillet 1943, le Duc est écarté du pouvoir (Pelin 2005, 160). Cependant, la Grande-Bretagne et les États-Unis ne voulaient qu'une capitulation sans condition de la part de la Roumanie, les Britanniques préférant parler à Iuliu Maniu (Ceașescu, Constantiniu, et Ionescu 1985, 26). La résistance à l'avancée soviétique du 6 mai 1944 a ravivé l'espoir d'Antonescu dans la capacité des forces de l'Axe à arrêter l'ennemi.

Le 1er août 1943, les Alliés bombardent les champs pétrolifères et les raffineries de Ploiești (opération Tidal Wave). En novembre-décembre 1943, lors de la conférence de Téhéran, Winston Churchill mise sur le maintien de la Grèce dans la sphère d'influence britannique, renonçant aux revendications britanniques sur les autres pays d'Europe de l'Est (Destremau 2015, 394) après avoir perdu la possibilité de débarquer dans les Balkans (Boniface 2014). Certains pensent que le conseiller du président Roosevelt, Harry Hopkins (Roll 2013, 399), était un agent d'influence soviétique dirigé par l'agent du NKVD Ishak Ashmerov (Mark 1998, 1-31), favorisant l'avancée de l'URSS en Europe à ce moment crucial du coup d'État roumain du 23 août 1944, et Churchill aurait été manipulé par les « Cambridge Five », des agents soviétiques qui dirigeaient les services de renseignement britanniques, le convainquant que l'Europe de l'Est était une cause perdue pour

les Britanniques (Ferraro 2010). Après la conférence de Téhéran, les services secrets roumains de renseignement (SSI) ont averti que

« A Moscou, il a été décidé que les trois puissances alliées occuperaient le territoire sous le contrôle de la Wehrmacht et les pays alliés à l'Allemagne. L'URSS a exigé l'occupation militaire jusqu'à la conclusion définitive de la Paix (qui se terminerait 3-4 ans après fin du conflit) de la Finlande, de la Pologne, de la Moldavie aux Carpates et à la Dobrogea roumaine. Parallèlement, sous forme de garanties provisoires, l'URSS exigeait l'occupation des bases aériennes et maritimes sur la côte de Dobrogea, probablement Constanța ». (Aparaschivei 2021)

Craignant que la Hongrie ne tente d'annexer le reste de la Transylvanie, la Roumanie met en place une armée de réserve secrète de 220.000 hommes (Duțu et Dobre 1997, 263-75), composée de plusieurs officiers de l'état-major général et de Traian. Borcescu. Les Anglo-Américains, qui ont entendu parler de cette armée par Traian Borcescu et Florin Begnescu (recrutés en mars 1943 pour l'Intelligence Service par Dan Brătianu)⁶, pensaient qu'elle pouvait radicalement changer leurs engagements mêmes envers l'Union soviétique. Au sein du SSI, une structure de désinformation a été mise en place, le Groupe INTER-MAR, composé de 8 à 10 cadres du SSI, pour donner aux Allemands de fausses informations, « afin de ne pas donner aux Allemands la possibilité d'intervenir directement dans notre politique intérieure ». ⁷ (Aparaschivei 2021)

Après la bataille de Stalingrad du 23 août 1942 au 2 février 1943, l'armée soviétique commença à avancer et, en mars 1944, atteignit le territoire de la Roumanie. De mars à août 1944, le front de l'Est est stabilisé sur la ligne Chisinau-Iasi-Targu Frumos.

Le 23 mars 1944, le roi Mihai envoya le général Constantin Sănătescu pour sonder l'attitude des militaires du ministère de la Guerre et de l'état-major général à propos d'Ion Antonescu, mais la réponse fut que le moment n'était pas venu de faire un coup d'État contre le maréchal (Lee 1998, 99-100). Dans ce contexte, le Roi a demandé aux dirigeants politiques de prendre la responsabilité d'un armistice après une éventuelle démission d'Antonescu, mais n'a pas obtenu de leur part une confirmation ferme (Lee 1998, 100).

Le 2 avril 1944, le gouvernement soviétique déclare que « l'Union soviétique ne cherche à acquérir aucune partie du territoire roumain » (Vianu 1976, 158). Le 4 avril, il propose

⁶ ASRI, P, 25374, vol. 8, pages 375-394 ; et CNSAS, numéro du 23 août 1944, dossier P 010933, vol. 13

⁷ ASRI, Fonds P (criminel), Dossier no. 25374, volume 36, f 270

officiellement au gouvernement roumain la conclusion de l'armistice avec la « restauration de la frontière roumano-soviétique après le traité de 1940 » (Vianu 1976, 159), refusée par Ion Antonescu le 5 mai (Scurtu 1984).

En juin 1944, avec l'effondrement du groupe d'armées central en Biélorussie et le débarquement en Normandie (Ceașescu, Constantiniu, et Ionescu 1985, 47), Ion Antonescu admet la nécessité de pourparlers avec les Alliés (Ceașescu, Constantiniu, et Ionescu 1985, 24). Les Russes acceptent en principe d'imposer des conditions de paix moins strictes et la Roumanie entame des négociations parallèles au Caire (avec les trois puissances alliées) et à Stockholm avec les Soviétiques (Dennis Deletant 1999, 34). Le même mois, une coalition de partis a été formée, le « Bloc national démocratique », qui comprenait le Parti national paysan, le Parti national libéral, le Parti social-démocrate et le Parti communiste roumain, avec pour objectif de prendre la direction du Maréchal, de signer un armistice avec les Alliés, et de retourner leurs armes contre les forces de l'Axe (Hitchins 1994, 498) (Dennis Deletant 1999, 45) (Constantinescu-Iasi 1968, 45). Les communistes devaient fournir le personnel nécessaire aux opérations (Dennis Deletant 1999, 41). La plate-forme politique de la coalition du 20 juin, intitulée "Déclaration", signée par Lucrețiu Pătrășeanu, Constantin Titel Petrescu, Iuliu Maniu et Constantin I.C. Brătianu, prévoyait la conclusion urgente d'un armistice avec les Nations Unies, la sortie de la Roumanie de l'Axe, la libération du pays de l'occupation, l'abolition du régime dictatorial actuel et son remplacement par un régime constitutionnel-démocratique, le maintien d'un ordre démocratique et la réalisation de la paix « conformément aux intérêts de l'État et du peuple roumains »⁸ (Scurtu 1984). Le magazine *Historia* affirme que l'implication des dirigeants communistes nationaux dans l'acte du 23 août 1944 leur a permis de prendre le pouvoir politique aux dépens du groupe communiste internationaliste dont le but ultime était le démembrement territorial de la Roumanie (Historia 2014).

Le 29 juin 1944, Iuliu Maniu a appelé les Alliés, au nom du Bloc national-démocrate, à envoyer trois brigades en Roumanie et à commencer à bombarder la Hongrie et la Bulgarie pour disperser les forces de l'Axe après le renversement d'Antonescu (Deletant 1999, 44, 239) (Ceașescu, Constantiniu, et Ionescu 1985, 45), en échange de l'ouverture du territoire roumain à l'Armée rouge (Hitchins 1994, 498). Maniu n'a reçu aucune réponse des Alliés (Dennis Deletant

⁸ « Romania liberă », II, no. 9 du 10 août 1944.

1999, 45, 240) en raison de la réticence du représentant soviétique. Au même moment, l'ambassadeur soviétique à Stockholm Alexandra Kollontaï négocie avec l'ambassadeur roumain Frederic Nanu, mandaté par Antonescu (Dennis Deletant 1999, 44).

Le 5 août 1944, soupçonnant une trahison des Roumains, Adolf Hitler convoqua le maréchal Antonescu à son quartier général de Rastenburg (Ceașescu, Constantiniu, et Ionescu 1985, 27), à la suite de l'ambassadeur d'Allemagne à Bucarest, Manfred Freiherr von Killinger, qui soupçonnait Antonescu de trahison possible (Ceașescu, Constantiniu, et Ionescu 1985, 84) en menaçant de « représailles à la polonaise » (Hitchins 1994, 498). L'objectif principal d'Antonescu étant de combattre les Soviétiques, il accepta l'idée que la seule option était une alliance avec l'Allemagne, refusant de répondre à la proposition de Moscou de juin (Dennis Deletant 1999, 45). Au lieu de cela, le 12 août, il envoie des émissaires à Istanbul pour négocier avec les Anglo-Américains, mais les conditions imposées par eux ne sont pas acceptées (Ceașescu, Constantiniu, et Ionescu 1985, 24, 27). Antonescu convainc Adolf Hitler de sa loyauté, qui refuse de croire à un rapport du 21 août de la Luftwaffe sur l'imminence d'un coup d'État contre Antonescu (Ceașescu, Constantiniu, et Ionescu 1985, 170). Dans ce contexte, plusieurs généraux roumains ont accepté la collaboration avec l'opposition politique contre le maréchal, ainsi que le roi Mihai Ier de Roumanie (Dennis Deletant 1999, 35, 236).

Le 20 août 1944, Mihai Antonescu demande l'aide de la Turquie pour obtenir un armistice avec la Grande-Bretagne et les États-Unis. Ne recevant aucune réponse, alors que les Soviétiques lançaient une deuxième offensive à Iasi-Chisinau contre les forces de l'Axe, le groupe de complot formé pour évincer Antonescu comprit qu'il devait agir rapidement. Le 15 août 1944, initialement prévu pour le coup d'État, a été reporté en raison de l'échec des négociations (Ceașescu, Constantiniu, et Ionescu 1985, 28, 84).

Un article (Historia 2014) a été publié sur le site du magazine *Historia* (repris par de nombreuses publications, sans en préciser l'auteur et non daté), qui parle de « la grande trahison de Iași, du 20 août 1944, des Commandant de la 4e armée, le général de corps d'armée Mihai Racoviță, engagé en étroite relation avec la Maison royale et le Parti communiste ». Il avait fait une déclaration au maréchal Antonescu en novembre 1942 : « L'Allemagne a perdu la guerre, nous devons maintenant nous concentrer sur ne pas perdre la nôtre. » En février 1943, Antonescu proposa à Mussolini une sortie commune de la guerre. Antonescu aurait même proposé de renoncer au pouvoir si les Alliés préféraient négocier avec l'opposition, ce à quoi le gouvernement

soviétique, par l'intermédiaire du conseiller Semionov, aurait répondu que « nous, les Russes, préférons négocier avec l'actuel gouvernement roumain et nous sommes prêts à l'aider libérer le pays des Allemands », attitude également confirmée au Caire par l'ambassadeur de Russie Novikov et les représentants des deux autres alliés, qui ont affirmé catégoriquement qu'ils préféraient négocier avec le maréchal Antonescu et non avec les envoyés du roi. Lors d'une discussion entre Emil Bodnăraș et Dumitru Dămăceanu, ils ont établi que, afin d'éliminer Antonescu et « d'accélérer la sortie de la Roumanie de la guerre, un segment de front de Iași, appelé conspirativement « La Porte de Iasi », devait être ouvert du point de vue militaire à un certain date. Ce segment de front, en cas de retraite, arrivait sur la ligne de fortifications Focșani-Nămoloasa-Galați. Le segment de front établi avait une largeur de 25 km entre Erbiceni et REDIU MITROPOLIEI, au nord de Iasi, défendu par le roumain C. 5 A. de A. IV, commandant général Nicolescu Constantin, et à annoncer l'Union soviétique. Outre ceux établis pour faire partie du comité militaire, le général Aldea, maréchal du palais, et le général Mihai Racoviță, commandant A. IV sur le front moldave, P.C. à Piatra Neamț ». En juillet 1944, le général Aurel Aldea rencontra le général Racoviță, établissant un plan pour l'ouverture du front à « La Porte de Iasi », et fin juillet 1944, Bodnăraș communiqua à Staline un tous les détails nécessaires. Le 20 août, à 13 heures, les troupes soviétiques sont entrées dans Iasi. Ainsi, le front roumano-allemand en Moldavie est tombé. Le 23 août 1944, ils étaient à 60 km de Focsani, et le soir les avant-gardes soviétiques avaient atteint la ligne de fortifications.

Les troupes roumaines ont participé à la guerre aux côtés de l'Axe dans le groupe d'armées allemand sous le nom de « Ukraine du Sud » (WorldWar2.ro 2022). Concernant le Service de renseignement secret, son chef, Eugen Cristescu, fidèle partisan d'Antonescu, a réorganisé le service en prenant pour modèle les structures modernes des autres services secrets de l'époque, et s'est activement impliqué dans la défense de l'intérêt national par les informations fournies, travaillant généralement à partir de postes égaux à Abwer - le service de renseignement de l'armée allemande, et étant en contact permanent avec les services secrets anglo-américains (Tănase 2018).

Le maréchal Antonescu, convaincu de l'impossibilité d'arrêter l'assaut soviétique (Hitchins 1994, 499), demande dans la nuit du 21 août à l'ambassadeur Manfred von Killinger d'engager toutes les réserves allemandes pour soutenir le front, et le lendemain, 22 août, informe le gouvernement roumain de son intention de poursuivre le combat contre l'Allemagne nazie (Constantinescu-Iasi 1968, 42, 47). Dans la matinée du 23 août, il a limogé les généraux Gheorghe

Avramescu et Petre Dumitrescu, les accusant d'avoir ouvert le front soviétique, les remplaçant par un de ses fidèles, Ilie Șteflea.

Suite au retrait par l'Allemagne de la division de chars Gross Deutschland et à l'offensive soviétique sur la ligne Iasi-Chisinau, le Roi retourne à Bucarest du voyage, accompagné du secrétaire Mircea Ionițiu, de l'adjudant Emilian Ionescu et du général Gheorghe Mihail, son conseiller sur des questions militaires, rencontre avec certains chefs militaires, dont le colonel Dumitru Dămăceanu, le commandant de la garnison de Bucarest (Lee 1998, 103-5), qui s'est prononcé en faveur du coup d'État. La réunion a également été suivie par Constantin Sănătescu, Ioan Mocsony-Stârcea, Grigore Niculescu-Buzești, Mircea Ionițiu, les généraux Gheorghe Mihail et Aurel Aldea. Dămăceanu a déclaré qu'il faudrait cinq jours pour occuper les points stratégiques en vue du coup, et la date du 26 août a donc été fixée pour cela (Porter 2005, 104-5).

3. L'acte du 23 août 1944

Tout au long de la Seconde Guerre mondiale, les services secrets roumains ont collecté des informations sur l'emplacement des unités allemandes dans le pays. Le roi Mihai I et le général Constantin Sănătescu ont eu accès à ces informations en collaborant avec des membres de l'état-major général. Mais les officiers d'active stationnés au front soutenaient toujours les unités allemandes. Les officiers du groupe complotiste pour le retour des armes contre l'Allemagne (le général Constantin Sănătescu à la Cour, les militaires de Bucarest et ceux de la région de Ploiești) multiplient les unités roumaines présentes dans la capitale, afin de faire face aux Allemands (Axworthy, Scafeș, et Crăciunoiu 1995, 368). Une mission alliée clandestine a été parachutée à Bucarest et secrètement hébergée par le général Constantin Sănătescu (Dennis Deletant 2016, 33).

Suite au succès de l'offensive allemande sur l'alignement Iasi-Chisinau, le groupe complotiste décide d'accélérer les préparatifs en semant la panique dans l'état-major général pour éloigner le plus de généraux possible d'Antonescu (Ceașescu, Constantiniu, et Ionescu 1985, 38). Le 20 août, le roi Mihai Ier et le groupe de soldats du complot fixent la date de l'action au 26 août (D. Deletant 2006, 240). Si Ion Antonescu refusait de négocier avec les Alliés, il sera démis et un nouveau gouvernement de membres de l'opposition serait formé, exigeant un armistice des Alliés et agissant dans le sens du retrait des Allemands de Roumanie.

Dans la nuit du 21 août, des membres de l'opposition (Iuliu Maniu, Constantin IC Brătianu, Titel Petrescu et Lucrețiu Pătrășcanu) se sont secrètement mis d'accord pour le 26 août, puis ils se sont « cachés » (D. Deletant 2006, 240). Le haut commandement allié au Caire devait être contacté, demandant un soutien à l'action en bombardant simultanément des unités allemandes dans le nord de la capitale (au nord de l'aéroport de Baneasa) et des centres ferroviaires à la frontière avec la Hongrie et la Yougoslavie. Apprenant que le maréchal Antonescu avait l'intention de retourner au front le 24 août, le Roi fut contraint de reporter la date au 23 août (Axworthy, Scafeș, et Crăciunoiu 1995, 177) (Hitchins 1994, 499).

Dans la soirée du 22 août, Mihai Antonescu propose au maréchal de demander un armistice aux Alliés, mais il refuse (D. Deletant 2006, 241). Cependant, Mihai Antonescu envoya l'attaché Neagu Djuvara à Stockholm pour informer l'ambassadeur roumain, Frédéric Nanu, que le gouvernement acceptait la proposition d'armistice soviétique, mais le message n'atteignit la capitale suédoise que le 24 août (Ceașescu, Constantiniu, et Ionescu 1985, 29). Il sert également de médiateur à une rencontre entre le Roi et le Maréchal sans le consentement d'Ion Antonescu,

pour 15h00. Gheorghe I. Brătianu envoie à Ion Antonescu la proposition d'une audience avec le souverain (Dennis Deletant 1999, 47).

Le 23 août, après avoir promis aux chefs de l'opposition Iuliu Maniu et Dinu Brătianu qu'il demanderait un armistice aux Alliés (Erickson 2015, 362), Ion Antonescu a envisagé la possibilité de retirer les forces roumaines du sud de la Moldavie sur la ligne fortifiée des Carpates Focșani-Danube pour continuer le combat là-bas (Nagy-Talavera 1970, 336). A midi, suite à des informations sur la situation militaire préoccupante, le Maréchal décide de regagner le front le soir même. Mihai Antonescu, avec l'épouse du Maréchal (D. Deletant 2006, 241), a tenté de le persuader de se rendre à l'invitation du souverain avant de partir (Axworthy, Scafeș, et Crăciunoiu 1995, 178). Le maréchal Antonescu a accepté, mais seulement à la condition que Iuliu Maniu et Dinu Brătianu soutiennent l'armistice avec les Alliés (Constantinescu-Iasi 1968, 47) tandis qu'il résisterait dans le sud de la Moldavie et informerait les Allemands de l'armistice, et quitterait Bucarest pour se déplacer vers l'Occident avec l'aide des Allemands en cas d'échec (Axworthy, Scafeș, et Crăciunoiu 1995, 177). Gheorghe Brătianu ne trouve ni Maniu ni son oncle pour confirmer l'accord avec les demandes du Maréchal. Cette situation irrita le Maréchal qui décida de reporter la discussion avec le Roi (D. Deletant 2006, 241). Le 23 août 1944, Ion Antonescu ordonna de demander une audience au Roi, à 16 heures, et Mihai Antonescu obtint une audience séparée à 15h30. (Dennis Deletant 1999).

Mihai Antonescu se rend seul à l'audience établie avec le Roi (D. Deletant 2006, 241). Le général Constantin Sănătescu appelle le Maréchal pour le persuader de venir aussi. Ion Antonescu accepte finalement de se rendre au palais royal (Nagy-Talavera 1970, 337) bien qu'il y ait de nombreux différends entre lui et le Roi (Axworthy, Scafeș, et Crăciunoiu 1995, 178). Il arrive au palais à 16h00 et explique au Roi la situation militaire et ses plans. Mihai Ier lui demande d'accepter un armistice et de renoncer à toute résistance afin de convaincre les alliés de la bonne volonté de la Roumanie. Le Maréchal refuse catégoriquement (Hitchins 1994, 499) (Erickson 2015, 362) (Axworthy, Scafeș, et Crăciunoiu 1995, 178) (D. Deletant 2006, 242) (Nagy-Talavera 1970, 337), affirmant qu'il conclura l'armistice uniquement avec le consentement d'Hitler, justifié par « la parole d'officier donnée à Adolf Hitler » (Sănătescu 2006). Le Roi le destitua (D. Deletant 2006, 242) et ordonna l'arrestation du maréchal et vice-premier ministre Mihai Antonescu (Constantinescu-Iasi 1968, 48), par le colonel Emilian Ionescu avec un groupe de quatre soldats,

ceux-ci étant enfermés dans une chambre du palais vers 17h00 (Axworthy, Scafeș, et Crăciunoiu 1995, 179).

Dans une interview avec Stelian Tănase, Mihai I a déclaré que, sur la base de la décision de quitter la guerre le 26 août, « j'ai envoyé un télégramme très détaillé au commandant suprême anglais qui était en Italie, et en bref j'ai dit ceci : en vue de certains événements dans notre pays, je lui ai demandé d'envoyer l'aviation américaine, de bombarder certains points clés autour de Bucarest et je leur ai donné les directions exactes. » (Europa Liberă 2021) La date a ensuite été changée au 23 août. Lors de la rencontre avec Antonescu, « je lui ai dit, plus déguisé, que ce serait l'homme qui devrait faire ça. D'accord, il a protesté, bien sûr, Mihai Antonescu a aussi essayé de dire quelque chose pour le calmer un peu, que la situation est trop grave pour son orgueil, Sănătescu qui avait été un de ses collègues avec la cavalerie, il a essayé aussi. Puis Antonescu s'est un peu agité et a dit : « Moi, sans la permission d'Hitler, je ne peux pas faire une telle chose ! » » Après l'arrestation d'Antonescu, « j'ai également appelé le général Mihai, qui a été expulsé de l'armée par Antonescu, et je l'ai nommé chef d'état-major général, puis immédiatement, dans l'après-midi même. Et après cela est venu Aldea et je l'ai envoyé à commander les troupes qui vont en Transylvanie. » (Europa Liberă 2021) Il convient de mentionner que Sorin Aparaschivei dit que Traian Borcescu (chef de la section de contre-espionnage du SSI) a confirmé que Ion Antonescu aurait eu l'approbation d'Adolf Hitler pour discuter avec les Anglo-Américains de la possibilité de quitter la guerre, mais contre les Soviétiques⁹. (Aparaschivei 2021)

Par la suite, à la demande du Roi, d'autres partisans du Maréchal furent arrêtés, convoqués au palais royal sous prétexte d'un conseil extraordinaire (Constantinescu-Iasi 1968, 48) ; parmi eux, le général Constantin Pantazi, ministre de la Défense, le général Dumitru Popescu, ministre de l'Intérieur, le général Constantin Vasiliu, sous-secrétaire d'État au ministère de l'Intérieur et le colonel Mircea Elefterescu, chef de la police de Bucarest. (Dennis Deletant 1999), à l'exception d'Eugen Cristescu, le chef des services secrets roumains, qui semble s'être douté que quelque chose n'allait pas. Eugen Cristescu a également été arrêté quelques jours plus tard. La Constitution de 1923 est rétablie (Axworthy, Scafeș, et Crăciunoiu 1995, 179). Le nouveau gouvernement dirigé par le général Sănătescu comprenait tous les officiers et politiciens affiliés au Bloc national

⁹ *www.CNSAS.ro. (Conseil national pour l'étude des archives de sécurité), dossier P 000218 (groupe Pătrășcanu), vol. 4 p. 245*

(Hitchins 1994, 500). Maniu et Pătrășcanu devaient établir les ministres du nouveau gouvernement, jusqu'au 23 août (Porter 2005, 104).

Dans la soirée, le quartier général allemand de Bucarest est isolé en coupant les lignes téléphoniques, et les militaires occupent les points stratégiques de la capitale (Axworthy, Scafeș, et Crăciunoiu 1995, 179). Après avoir informé Cristescu d'un éventuel coup d'État, l'ambassadeur d'Allemagne en Roumanie, von Killinger, se rend au palais à 20 heures, où il est conseillé par Mihai I et le Premier ministre Sanatescu « de retirer les troupes allemandes du pays pour les empêcher d'être attaquées par l'armée roumaine » (Axworthy, Scafeș, et Crăciunoiu 1995, 179). Vers 21h00, un groupe de communistes d'Emil Bodnăraș prend Ion et Mihai Antonescu et les emmène, avec les autres détenus (Constantinescu-Iasi 1968, 48), dans une maison de complot où ils ont ensuite été extradés vers l'URSS le 31 août après les troupes entrent à Bucarest.

A 22h00, Mihai I fait une déclaration radio enregistrée sur disque, dans laquelle il annonce la rupture des relations diplomatiques avec l'Allemagne, l'acceptation d'un armistice avec les Alliés (Erickson 2015, 362) (Sănătescu 2006) (à signer le 12 septembre) et sa décision de reconquérir le nord de la Transylvanie. Sănătescu a ordonné aux représentants roumains au Caire d'accepter les conditions d'armistice imposées par les Alliés en avril (Hitchins 1994, 500). Vers 23 heures, le général Gheorghe Mihail, le nouveau chef de l'état-major général roumain, ordonne aux unités militaires roumaines d'expulser les forces allemandes du pays et de les empêcher de se concentrer dans les Carpates (Ceaușescu, Constantiniu, et Ionescu 1985, 38) (Constantinescu-Iasi 1968, 49). Bientôt, le Roi se réfugie dans les montagnes pour éviter d'être capturé si les Allemands parviennent à s'emparer de Bucarest (Dennis Deletant 1999, 51).

L'ancien ambassadeur Manfred Freiherr von Killinger s'est réfugié à Săftica, près de Bucarest. Le lendemain du coup d'État, il reçoit la visite du colonel roumain Eugen Cristescu et du général Constantin Tobescu, qui proposent le retrait sans combat de l'armée allemande de Roumanie, commandée par Johannes Frießner. Von Killinger refuse et les Roumains l'arrêtent. Apprenant que l'URSS voulait reprendre tous les prisonniers allemands, Manfred von Killinger se suicida le 2 septembre 1944 (Erickson 2015, 363).

Dans la déclaration des militaires qui ont contribué à la planification et à l'exécution de l'acte du 23 août 1944, intitulée "Contributions anonymes à l'acte du 23 août 1944" et signée par Gheorghe Zamfirescu, chef de la section I (renseignement), général État-major de l'armée

roumaine et ses hommes - le colonel Comișel Pantelimon et le colonel Valeriu Selescu, il a été déclaré :

« Nous avons, à nous 3, réalisé les activités suivantes :

1. Ajournement conscient et procrastination des ordres catégoriques reçus par la Section I, d'envoyer en Moldavie les 29 divisions de recrutement. Si les recrues du contingent de 1945 étaient en Moldavie le 23 août 1944, toute action militaire contre les Allemands puis dans l'action conjointe roumano-russe à l'Ouest était définitivement impossible. Cette mesure de procrastination a été prise à nos risques et périls, sans l'approbation d'aucun commandant hiérarchique.
2. L'organisation opérationnelle des 29 divisions de recrutement, précisément pour qu'elles puissent répondre à d'éventuelles opérations dans le but politique visé. Sans cette mesure, en conjonction avec ce qui précède, le désarmement, la capture et l'expulsion des unités allemandes et les opérations conjointes avec l'Armée rouge auraient été impossibles.
3. Les trois personnes obtinrent des personnes qui avaient agi le 23 août 1944 des documents contenant :
 - la disposition de nos troupes sur tout le territoire du pays, avec l'indication des interventions possibles pour empêcher l'action éventuelle des troupes allemandes ;
 - la disposition des troupes allemandes avec l'indication de leur potentiel de combat (Documents disponibles au Palais Royal). Les officiers ont fait tout ce qu'ils pouvaient avec tous les risques qui pouvaient en découler, sachant qu'ils agissaient pour notre Patrie et pour le Roi.
4. Toujours à l'initiative des 3, l'action d'informer les organes d'Eugen Cristescu a été paralysée, en engageant le lt-col. Traian Borcescu et M. Mihai (Gh., arrêté), les personnes qui travaillaient dans ce secteur (et ce avec 4 semaines avant le 23 août 1944). Si ces corps n'étaient pas utilisés dans le but de brouiller l'action de la police secrète allemande, il ne pourrait y avoir aucun élément d'action politique et militaire le 23 août 1944, car nous avons appris plus tard que 15.000 personnes figuraient sur la liste secrète de la police allemande pour qu'à la première information ils soient arrêtés et, bien sûr, réprimés. Cependant, cette information n'est pas arrivée, car par des engagements personnels, je le répète, l'action de cette Police a été paralysée.
5. Ces 3 officiers ont gardé dans leur action le lien continu, pour l'acte du 23 août, avec les généraux [Vasiliu] Rășcanu, [Aurel] Aldea, [Gheorghe] Potopeanu, [Dumitru] Dămăceanu (à qui tous ont été remis les documents aux points 3) et colonel adj. Ionescu Emilian [assistant royal].
6. Je mentionne le cas du colonel Valeriu Selescu, l'un des 3 officiers, qui en plus de ceux indiqués aux points 1-5 a été envoyé dans la nuit du 23 au 24 août au Palais Royal, par le général Constantin Sănătescu, pour accompagner le général allemand Alfred Gerstenberg à Otopeni, ce dernier avait donné sa parole d'honneur qu'il ordonnerait le retrait de ses troupes. Au lieu de cela, il a ordonné une attaque sur Bucarest, faisant prisonnier l'officier

roumain, qui a été détenu par les Allemands pendant 5 jours sous la pression de la répression et toujours dans la zone de tir de l'artillerie puis des mitrailleuses de nos troupes.

En conclusion, je répète que l'action du 23 août des 3 officiers, bien qu'anonyme, a été déterminée par le succès de cet acte et que j'ai rédigé ces notes, d'une part, pour la complétion historique des faits et, d'autre part, pour ma conscience pour les camarades qui m'ont aidé dans cette action et - même pour moi personnellement. / [Signé] Le chef de la section I, le colonel Gh. Zamfirescu¹⁰ » (Aparaschivei 2021)

Certains de ces soldats (gl. Aldea, gl. Mitre, gl. Curta (conseiller intime de Iuliu Maniu) en charge de la résistance armée en Transylvanie, gl. Coroamă, gl. Teodorini Corneliu, gl. Constantin Sănătescu, gl. Niculescu (Cociu), ancien commandant militaire de la capitale, gl. Gh. Mihail, gl. Cameniță, gl. Mociulschi, gl. Georgescu Constantin, gl. I. Constantinescu, gl. Marcel Oltean, gl. Emilian Ionescu, gl. Bărdan, gl. Nicolae Rădescu) forme, immédiatement après le 23 août 1944, le « Groupe de résistance de l'armée »¹¹, dans le but (considéré par le NKVD) de « servir les causes des Anglo-Américains au détriment de l'URSS et à contre-courant [du régime communiste¹²]. (Aparaschivei 2021)

Le Maréchal n'a pas été jugé lors des procès de Nuremberg. Lors du procès du tribunal populaire de Bucarest, le Maréchal a refusé de signer la demande de grâce, étant condamné à mort et exécuté le 1er juin 1946, près de la prison de Jilava (Ciobanu 1991) (Ionnițiu 1993).

¹⁰ ASRI Fond P (criminel), Dossier no. 25374, vol. 36, onglet 302 : Déclaration de Gheorghe Zamfirescu, chef de la section I (Information), état-major général de l'armée roumaine, intitulée : Contributions anonymes à l'acte du 23 août 1944, signée le : 21 mars 1945.

¹¹ N° de dossier ASRI 8171, vol. Si. 688, Note informative, 10 octobre 1945.

¹² Idem.

4. Les implications de l'acte du 23 août 1944

Les défenseurs d'Ion Antonescu considèrent l'acte du roi Mihai I comme une erreur tragique (Baciu 1990), certains comme un « acte de haute trahison » et d'autres comme une « grosse erreur politique » (Historia 2014), affirmant que le Roi aurait dû attendre encore un mois ou deux que le Maréchal lui-même demande l'armistice. Pendant ce temps, les Alliés occidentaux auraient avancé plus loin en Europe de l'Est en réduisant la sphère d'influence soviétique (Baciu 1990). En pratique, la deuxième offensive Iasi-Chisinau était déjà en cours depuis trois jours, rendant inévitable l'invasion rapide de la Roumanie par l'Union soviétique en tant que pays ennemi, risquant de s'exposer aux pires traitements. De plus, même si les Alliés occidentaux avaient pénétré davantage en Europe centrale, il aurait été très peu probable qu'ils atteignent la Roumanie, la plus orientale de toutes : « Les pays de l'Est ne pouvaient être que les premiers à être conquis et occupés par les Soviétiques » (Duțu, Retegan, et Stefan 1991, 35-39).

« En arrêtant Antonescu et en capitulant toute l'armée, sur ordre du roi Mihai, avant de signer l'armistice avec les Russes, la Roumanie a perdu la base légale et morale de la défense de ses droits, elle s'est déshonorée. » (Historia 2014)

L'une des erreurs du roi, selon Tudor Curtifan, était que le roi avait annoncé par erreur que la Roumanie avait accepté un armistice offert par l'URSS, la Grande-Bretagne et les États-Unis. L'absence réelle d'un tel armistice a conduit au désarmement des militaires roumains qui ont été faits prisonniers par les Soviétiques. (Curtifan 2019)

L'historien Neagu Djuvara a déclaré que ces « conditions plus faciles » qu'Ion Antonescu aurait obtenues « sont de pures fables », en réalité Antonescu avait l'intention de donner aux Allemands une pause pour quitter la Roumanie (Djuvara 2012).

Ioan Scurtu affirme que « le 23 août 1944 n'a pas été un acte spontané », mais « un acte long et soigneusement préparé, qui a été exécuté conformément à un plan politique et militaire méticuleusement élaboré, qui synthétise la plate-forme sur laquelle le consensus national a été atteint. » (Scurtu 1984)

Le général allemand Johannes Friessner, commandant du groupe d'armées sud, considérait l'acte du 23 août comme une trahison des Roumains (Friessner 1956). Alan Brooke, le chef de l'état-major impérial britannique, déclare que par l'acte du 23 août 1944, la Roumanie a contribué à la libération des Balkans en raccourcissant la guerre de 6 mois et en épargnant ainsi des centaines de milliers de vies (Churchill 2013).

Il n'y avait aucun traité ou convention entre l'Allemagne et la Roumanie qui enregistrerait les devoirs et les droits de chaque partenaire. Joakim von Ribbentrop, ministre allemand des Affaires étrangères, avait déclaré que le sang versé ensemble était plus fort que tous les pactes, de sorte que les Allemands « ne voulaient assumer aucune obligation envers les partenaires mineurs de l'Axe » (Constantiniu 2011, 389-90) (Duțu 2016). Cette attitude de l'Allemagne exemptait Antonescu de toute obligation non réciproque en matière d'honneur militaire.

Lors d'une table ronde organisée par l'Institut d'études politiques de défense et d'histoire militaire avec des spécialistes du domaine de la recherche sur l'histoire de la Seconde Guerre mondiale dans le pays et à l'étranger, 65 ans après l'acte du 23 août 1944 (ISPAIM 2009), les invités se sont vu poser plusieurs questions courantes, dont « Comment appréciez-vous, aujourd'hui, le geste de la Roumanie du 23 août 1944 ? », « Quel est votre avis sur le rôle des principaux acteurs impliqués dans les événements d'il y a 65 ans (monarchie, armée, partis politiques, régime d'Antonescu) ? » et « Ces dernières années, l'idée que le changement d'alliance du 23 août 1944 a déterminé et accéléré le processus d'occupation du pays par l'Armée rouge a été créditée. Quelle part de vérité y a-t-il dans une telle déclaration ? ». Trois réponses ont émergé de ces discussions : l'acte du 23 août 1944 a été un acte légitime, le Roi et l'armée ont été les personnages principaux de cet acte, et les actions des Soviétiques se seraient poursuivies au moins aussi mal dans aucune des variantes aurait mis fin à l'alliance de la Roumanie avec l'Allemagne.

Ainsi, Alesandru Duțu dit que le général Ilie Șteflea, chef de l'état-major roumain jusqu'au 23 août 1944, considéra au printemps 1945 que la situation des troupes roumaines « ne permettait plus la restauration de la défense sur le front fortifié même si notre troupes ont continué à se battre » (Dutu 2009, 6-8). L'académicien Dinu C. Giurescu considère que l'armée a été le facteur décisif le 23 août (D. C. Giurescu 2009, 9-10). Dorin Matei affirme que le principal avantage de l'acte était la réunification de la Transylvanie (Matei 2009, 10-11). Petre Otu considère l'acte du 23 août comme un changement de gouvernement parfaitement légal (Otu 2009, 11-13). Ioan Scurtu critique la préparation insuffisante de l'acte et l'inexistence d'un armistice, et considère que le Roi aurait dû accorder un sursis à Antonescu (Scurtu 2009, 11-15). Ottmar Trască affirme que le 23 août a été un acte de salut national, mais considère comme une erreur de prétendre à tort qu'il y a un armistice, et il remarque la fidélité de l'armée au Roi (Trașcă 2009, 16-18). Cristian Troncoță affirme que l'acte du 23 août était la seule solution possible pour la reconquête du nord-ouest de la Transylvanie (Troncoță 2009, 19-24).

Le général Vasiliu Rășcanu, participant aux événements, commente en juillet 1974 en présence de proches : « Terminons par les affirmations selon lesquelles le mérite et l'accomplissement de l'acte du 23 août 1944 appartiennent au PCR, car l'insurrection a été conçue et menée uniquement par l'armée » et - Rășcanu a souligné - « je ne connais pas d'autres représentants du PCR impliqués dans ces actions en dehors de Pătrășcanu et Bodnăraș, les seuls qui avaient la contingence avec l'insurrection ». (Aparaschivei 2021) Après le 23 août 1944, le groupe communiste local formé par Lucrețiu Pătrășcanu, Gheorghe Gheorghiu-Dej, Ion Gheorghe Maurer et Nicolae Ceaușescu commence à prendre ses distances et à s'isoler le plus possible de Moscou et de son groupe de « roumains internationalistes. » communistes (Aparaschivei 2021).

Dennis Deletant a déclaré à propos du maréchal : « La carrière d'Ion Antonescu est pleine de paradoxes. Il était un politicien honnête dans une société qui n'était pas connue pour son intégrité en politique. Il semble avoir été l'un des rares dirigeants de l'Axe qu'Hitler respectait ou même laissait contredire. D'un autre côté, il n'a jamais été germanophile ... c'était un criminel de guerre qui a envoyé des dizaines de milliers de Juifs à la mort en Transnistrie ». Antonescu aurait déclaré que « Je suis allé avec l'Allemagne parce que je trouvais le pays engagé dans cette politique et personne alors, quel qu'il fût, n'aurait pu lui donner une autre direction sans risquer de ruiner tout le pays » (D. Deletant 2006, 51) et « Je suis un allié du Reich contre la Russie. Je suis neutre dans le conflit entre la Grande-Bretagne et l'Allemagne. Je suis pour l'Amérique contre les Japonais » (D. Deletant 2006, 92). La conclusion de Deletant est qu'après 1940, toute politique roumaine ne pouvait être qu'une politique militaire (D. Deletant 2006, 52). Le régime d'Antonescu a été mené de manière militaire, « dans laquelle les officiers supérieurs ne recevaient des ordres que de lui et ignoraient généralement toute décision prise par d'autres ministres du gouvernement » (D. Deletant 2006, 69).

Les Allemands ont été surpris par le brusque changement de régime. Leurs forces armées se sont retirées en Hongrie, mais Adolf Hitler a ordonné l'occupation de Bucarest et l'installation d'un nouveau gouvernement pro-nazi (Hitchins 1994, 500) (Erickson 2015, 363). Dans la nuit du 23 au 24 août, Sanatescu rencontre deux commandants allemands et leur demande de se retirer. L'un d'eux, le général Alfred Gerstenberg, demande l'autorisation de retirer les siens à Ploiești pour organiser l'évacuation. À Ploiești, cependant, il ne poursuit pas l'évacuation (Axworthy, Scafeș, et Crăciunoiu 1995, 179), rejoignant d'autres unités allemandes pour attaquer Bucarest et prendre le contrôle de la ville aux Roumains (Ceaușescu, Constantiniu, et Ionescu 1985, 44-45). Au matin du

24 août, une première attaque allemande sur Bucarest est repoussée (Erickson 2015, 363). Quelques heures plus tard, une offensive terrestre menée par le général Gerstenberg eut le même résultat que d'autres attaques venant de diverses directions. Gerstenberg tente d'obtenir la capitulation de Bucarest en la soumettant à un intense bombardement aérien, vers 11 heures, avec 150 avions allemands, détruisant partiellement le palais royal, mais les forces roumaines résistent (Nagy-Talavera 1970, 337). Un commando Waffen-SS dirigé par Andreas Schmidt, un Saxon de Transylvanie, gendre de Gottlob Berger, est alors parachuté à Bucarest pour tenter de libérer le maréchal Antonescu, mais sa mission échoue. Schmidt et le commando ont été capturés et remis aux Soviétiques (Sănătescu 2006). Hitler a tenté de prendre le pouvoir avec l'aide du chef de la Garde de fer Horia Sima, emprisonné en Allemagne en 1941, qui a formé un bureau fantoche à Vienne fin décembre 1943, mais n'a pas réussi à fournir une alternative au régime de Mihai I (Ceaușescu, Constantiniu, et Ionescu 1985, 92).

Entre le 24 et le 26 août, l'armée roumaine a vaincu les derniers points de résistance allemands, avec l'aide de volontaires civils (Constantinescu-Iasi 1968, 49). Jusqu'au 28 août, il n'y avait plus de troupes allemandes à Bucarest et ses environs, et jusqu'au 31 août, toutes les troupes allemandes du pays étaient expulsées. Les forces armées allemandes ont tenté de stabiliser le front le long d'une ligne fortifiée sur les Carpates orientales, le Siret et le Bas-Danube. De violents combats ont ensuite eu lieu, jusqu'à fin août, autour de Ploiești et de la vallée de Prahova. Ces événements ont accéléré la déclaration de guerre officielle de la Roumanie contre l'Allemagne, officialisée le 26 août (Erickson 2015, 364). L'armée allemande est contrainte de se retirer le matin du 28 août (Hitchins 1994, 500), si bien que les forces roumaines parviennent à chasser les troupes de l'Axe jusqu'au début septembre.

Les Soviétiques ont rejeté la demande de Constantin Sănătescu de limiter l'occupation de la Roumanie par l'Union soviétique en Moldavie et en Dobrogea, les troupes soviétiques entrant à Bucarest (Erickson 2015, 365) les 30 et 31 août, considérant toujours la Roumanie comme un territoire ennemi.

Après la déclaration du roi Mihai Ier le 23 août 1944, le général Rodion Malinovsky, commandant du 2e front ukrainien, envoie à Bucarest un échelon de la 1re division de volontaires « Tudor Vladimirescu », une unité établie le 2 octobre 1943 dans l'U.R.S.S. de prisonniers de guerre roumains et qui avaient été gardés dans la réserve du 2e front ukrainien depuis mai 1944, considérés comme des traîtres en Roumanie, avec le 703e régiment de la 375e division d'infanterie

dirigé par le général de division Vasili Karpuhin. Parce que les soldats de la 1ère division de volontaires « Tudor Vladimirescu » étaient encore considérés comme des traîtres en Roumanie, le maréchal Rodion Malinovski demanda en décembre 1944 l'intervention du roi Mihai I pour leur considération comme égale en droits avec les soldats de l'armée roumaine devenus invalides pendant la guerre, et pour les veuves et leurs orphelins de guerre. Le 5 janvier 1945, le général Nicolae Rădescu approuve quatre solutions temporaires, devenues permanentes après l'intégration dans l'armée roumaine, en août 1945, des deux divisions créées par les autorités de Moscou (Oprîș 2020).

Staline reporte la signature de l'armistice au 12 septembre 1944 à Moscou. En retardant la signature de l'armistice, les Soviétiques avaient l'intention de poursuivre leur plan destructeur sur la Roumanie, anéantissant la force combattante roumaine de trois manières : 1) en faisant des prisonniers au total (plus de 170.000 soldats et officiers) ; 2) réduction et purification des institutions de police et de sécurité ; 3) prendre en charge toutes les ressources militaires pour la « libération du fascisme » (Aparaschivei 2021). L'armistice a été signé dans des conditions pratiquement dictées par l'Union soviétique de reddition inconditionnelle, l'Union soviétique étant le représentant des forces alliées, à la suite des négociations entre l'URSS et la Grande-Bretagne (Constantiniu 2011). L'armistice prévoyait à l'article 18 que « une commission de contrôle alliée sera créée qui entreprendra jusqu'à la conclusion de la paix la réglementation et le contrôle de l'exécution des présentes conditions sous la direction générale et les ordres du haut commandement allié (soviétique), agissant au nom des puissances alliées. » (The Avalon Project 2016) L'annexe à l'article 18 stipulait que « le contrôle de l'exécution exacte des termes de l'armistice est confié à la Commission alliée de contrôle à établir conformément à l'article 18 de la convention d'armistice. Le gouvernement roumain et ses organes doivent exécuter toutes les instructions de la Commission alliée de contrôle découlant de l'accord d'armistice. La Commission alliée de contrôle créera des organes ou des sections spéciales leur confiant respectivement l'exécution de diverses fonctions. En outre, la Commission alliée de contrôle pourra avoir ses officiers dans diverses parties de la Roumanie ». Conformément à l'article 14, deux tribunaux populaires roumains ont été créés pour juger les criminels de guerre présumés. L'accord stipulait que la Roumanie verserait une compensation matérielle à l'URSS d'un montant de 300 millions de dollars pendant 6 ans sous forme de biens. Les 12 divisions d'infanterie roumaines et les services techniques auxiliaires

devaient opérer sous la direction générale du haut commandement allié soviétique (The Avalon Project 2016).

En septembre, les forces soviétiques et roumaines sont entrées en Transylvanie et ont capturé les villes de Brasov et Sibiu, en direction de Cluj. Entre le 5 septembre et le 8 octobre, la bataille de Turda a eu lieu entre les forces roumaines et russes d'une part, et les forces allemandes et hongroises d'autre part, avec de lourdes pertes pour les deux camps. L'armée hongroise est ensuite entrée dans le comté d'Arad, mais plusieurs bataillons de cadets roumains ont réussi à arrêter l'avancée hongroise dans la bataille de Păuliș, les Hongrois évacuant Arad lui-même le 21 septembre. L'armée roumaine a combattu aux côtés de l'Armée rouge en Transylvanie, Hongrie, Yougoslavie, l'Autriche et le protectorat de Bohême et de Moravie. En mai 1945, l'armée roumaine participe à l'offensive de Prague. Sur les quelque 538.000 soldats roumains qui ont combattu contre l'Axe en 1944-1945, environ 167.000 ont été tués, blessés ou portés disparus (Axworthy, Scafeș, et Crăciunoiu 1995).

Lors de la conférence de Tolstoï à Moscou en octobre 1944, Winston Churchill proposa un accord au dirigeant soviétique Joseph Staline sur la manière de diviser l'Europe de l'Est en sphères d'influence d'après-guerre. L'Union soviétique s'est vu offrir une part d'influence de 90 % en Roumanie (Lee 1998, 100). Le 25 octobre, les dernières localités roumaines, Carei et Satu-Mare sont libérées. La Roumanie continue de participer à la libération de la Hongrie et de la Tchécoslovaquie, prenant part au siège de Budapest et aux batailles des Tatras. Les points les plus à l'ouest libérés par l'armée roumaine étaient les villes de Chotěboř et Humpolec, à 90 km à l'est de Prague, le 4 mai 1945 (Pascu 1983).

Sous la pression de l'URSS, le gouvernement Sănătescu est dissous et remplacé par le gouvernement Rădescu (décembre 1944 - mars 1945). L'Union soviétique a continué à agir en Roumanie comme dans un État vaincu. Le représentant de l'URSS en Roumanie, Andrei Vyshinsky, intervint directement dans les affaires du pays jusqu'à l'organisation d'un nouveau coup d'État le 6 mars 1945, lors de l'imposition d'un gouvernement communiste qui, le 30 décembre 1947, proclama la République populaire roumaine. Communiqués de presse des Conférences de Yalta (février 1945) et de Potsdam (juillet-août 1945) des dirigeants de l'U.R.S.S., S.U.A. et la Grande-Bretagne, n'ont donné qu'un aspect équitable aux accords entre ces puissances et l'Union soviétique (Băjenaru 2016).

Lors des pourparlers préliminaires sur le traité de paix de Paris, la Roumanie a demandé le retour de la Bessarabie et de la Bucovine, notamment par le biais du document intitulé *Revendication principale de la Roumanie : Bessarabie et Bucovine du Nord* présenté par l'ancien ministre roumain à Moscou Nicolae Dianu. Le projet de traité de paix avec la Roumanie a été publié à Moscou, Washington, Londres, Paris, le 31 juin 1946. Dans la partie I (Frontières), les frontières existantes ont été établies le 1er janvier 1941, à l'exception de la frontière roumano-hongroise où la frontière a été rétablie à partir du 1er janvier 1938 : « La frontière soviéto-roumaine est ainsi fixée conformément à l'accord soviéto-roumain du 28 juin 1940 et à l'accord soviéto-tchécoslovaque du 29 juin 1945 » (Dobrinescu et Constantin 1995). La délégation roumaine, conduite par Gh. Tătărescu, n'avait comme observations que « de légères erreurs dans l'exécution du tracé cartographique des frontières » dans la « Carte de la Roumanie » en annexe au Traité imprimé à Moscou. V. M. Molotov, qui a mis l'article aux voix, a déclaré : « Article 1. Nous allons procéder au vote sur l'article 1. Personne ne demande la parole. L'article 1 est adopté. » (Buzatu 1995, 63) (Agrigoroaiei 2015)

Le 10 février 1947, eut lieu la cérémonie de signature du traité de paix entre les puissances alliées et associées et la Roumanie, la Roumanie étant représentée par Gheorghe Tătărescu, Lucrețiu Pătrășcanu, Ștefan Voitec et Dumitru Dămăceanu. Le 23 août 1947, l'Assemblée des députés a adopté à l'unanimité la loi sur la ratification du traité de paix, qui a été promulguée le 15 septembre 1947 (Agrigoroaiei 2015). Selon le Traité de Paris de 1947 (United Nations 1950), les Alliés n'ont pas reconnu la Roumanie comme une nation co-belligérante, la considérant comme un « allié de l'Allemagne hitlérienne » et devant payer 300 millions de dollars à l'Union soviétique pour les réparations de guerre. La frontière avec l'URSS et la Bulgarie a été fixée dans son état en janvier 1941. Mais le fait que le gouvernement fasciste hongrois de Ferenc Szálasi soit resté fidèle à l'Axe jusqu'au bout aidera la Roumanie à récupérer le nord de la Transylvanie par le traité de paix de Paris de 1947, par la commission internationale dirigée par le géographe français Emmanuel de Martonne suite à la reconnaissance que la Roumanie « a agi dans l'intérêt de toutes les Nations Unies » après le 23 août 1944. (United Nations 1950)

Le matériel d'archives collecté au niveau de la Présidence du Conseil des ministres (Cabinets civils et militaires) est systématisé et, en mai 1945, est saisi par l'URSS. Certaines de ces archives sont retournées à Bucarest après environ 15 ans (Buzatu 2008). Pendant la période communiste, l'historiographie roumaine présente le 23 août 1944 comme une révolution

prolétarienne des paysans roumains, ouvriers et des soldats sous la direction éclairée du Parti communiste roumain renversant la tyrannie fasciste et impérialiste de la monarchie bourgeoise des propriétaires terriens qui servait l'Allemagne hitlérienne. Après la Révolution de décembre 1989, les historiens retrouvent leur liberté d'étude et d'accès aux archives (Constantiniu 2011).

L'acte du 23 août 1944 est largement passé sous silence dans l'historiographie occidentale, qui montre l'entrée soviétique dans les Balkans en août-septembre 1944 comme une simple conséquence de la deuxième offensive Iasi-Chisinau menée par les généraux Rodion Malinovsky et Fiodor Tolboukhine. De cette façon, les événements sont présentés dans presque tous les manuels. Klaus Schönherr déclare que « ... le retrait de la Roumanie de l'Axe n'a pas été perçu par les Allemands comme un événement aussi grave que l'invasion anglo-américaine de la France, la perte ou l'avancée de l'Armée rouge dans la région de la Baltique » (Schönherr 2009). Les historiens ouest-allemands considèrent que la Roumanie n'a joué un rôle important ni comme alliée de l'Allemagne ni comme ennemie sur le front de l'Est. Les mémorialistes allemands de l'époque, les généraux Friessner et Fretter-Pico, estimaient que la catastrophe de 1943-1944 sur le flanc sud du front de l'Est a été causée par le « manque de volonté de l'armée roumaine » et la trahison « des politiciens roumains. » (Friessner 1956) (Schönherr 2009)

Le général allemand Johannes Friessner, commandant du groupe d'armées sud, considérait l'acte du 23 août comme une trahison des Roumains (Friessner 1956). Alan Brooke, le chef de l'état-major impérial britannique, déclare que par l'acte du 23 août 1944, la Roumanie a contribué à la libération des Balkans en raccourcissant la guerre de 6 mois et en épargnant ainsi des centaines de milliers de vies (Churchill 2013).

Bibliographie

- Agrigoroaiei, Ion. 2015. « De la pactul Ribbentrop-Molotov (23 august 1939) la tratatul de la Paris (10 februarie 1947): avatarurile unei frontiere ». 2015. https://ibn.idsi.md/ro/vizualizare_articol/37001.
- Albulescu, Vera, et Mihai Munteanu. 2004. « Virgil Madgearu, cazut sub armele legionarilor ». 2004. <https://jurnalul.ro/special-jurnalul/virgil-madgearu-cazut-sub-arme-le-legionarilor-71799.html>.
- Aparaschivei, Sorin. 2021. « 23 august 1944 - O afacere exclusiv militară ». 2021. <https://www.historia.ro/sectiune/general/articol/23-august-1944-o-afacere-exclusiv-militara>.
- Axworthy, Mark, Cornel I. Scafeș, et Cristian Crăciunoiu. 1995. *Third Axis, Fourth Ally: Romanian Armed Forces in the European War, 1941-1945*. Hailer Publishing.
- Baciu, Nicolas. 1990. *Agonia României: 1944-1948: dosarele secrete acuza*. Cluj-Napoca: Editura Dacia.
- Băjenaru, Carmen. 2016. « 23 August 1944. Consecințele sale interne și externe – Hi-Story Lessons ». 2016. <https://hi-storylessons.eu/ro/events/23-august-1944-consecintele-sale-interne-si-externe/>.
- Boniface, Pascal. 2014. *Le grand livre de la géopolitique: Les relations internationales depuis 1945 - Défis, conflits, tendances, problématiques - L'essentiel pour savoir, comprendre et réfléchir*. Editions Eyrolles.
- Buzatu, Gheorghe. 1995. *România și războiul mondial din 1939-1945*. Centrul de istorie și civilizație europeană.
- . 1996. *România în arhivele Kremlinului*. Univers Enciclopedic.
- . 2008. *Pace și război (1940-1944): jurnalul mareșalului Ion Antonescu: comentarii, anexe, cronologie*. Casa Editorială Demiurg.
- Ceaușescu, Ilie, Florin Constantiniu, et Mihail E. Ionescu. 1985. *A Turning Point in World War II: 23 August 1944 in Romania*. East European Monographs.
- Churchill, Winston. 2013. *The Second World War*. Bloomsbury Academic.
- Ciobanu, Mircea. 1991. *Convorbiri cu Mihai I al României*. Humanitas.
- Cioflină, Dumitru. 1995. *Șefii Marelui Stat Major Român 1941-1945. Destine la răscruce*. București: Editura Militară.
- Constantinescu-Iasi, P. 1968. « L'insurrection d'Aout 1944 ». *Revue d'histoire de la Deuxième Guerre mondiale* 18 (70): 39-55. <https://www.jstor.org/stable/25730186>.
- Constantiniu, Florin. 1991. *Între Hitler și Stalin: România și pactul Ribbentrop--Molotov*. Danubius.
- . 2011. « O istorie sincera a poporului roman – editie revazuta si adaugita ». 2011. <https://www.universenciclopedic.ro/o-istorie-sincera-a-poporului-roman-editie-revazuta-si-adaugita>.
- Coposu, Corneliu. 1996. *Confesiuni: dialoguri cu Doina Alexandru*. Editura Anastasia.
- Curtifan, Tudor. 2019. « 23 august 1944. România și “trădarea” celui care deja a trădat ». 2019. https://www.defenseromania.ro/23-august-1944-romania-i-tradarea-celui-care-deja-a-tradat_598530.html.
- Deletant, D. 2006. *Hitler's Forgotten Ally: Ion Antonescu and His Regime, Romania 1940-1944*. Springer.
- Deletant, Dennis. 1999. *Communist Terror in Romania: Gheorghiu-Dej and the Police State, 1948-1965*. C. Hurst & Co. Publishers.

- . 2016. *British Clandestine Activities in Romania during the Second World War*. Springer.
- Destremau, Christian. 2015. *Le Moyen-Orient pendant la Seconde Guerre mondiale*. Perrin.
- Djuvara, Neagu. 2012. « Misterul telegramei de la Stockholm ». 2012. <https://www.historia.ro/sectiune/general/articol/neagu-djuvara-misterul-telegramei-de-la-stockholm>.
- Dobrinescu, Valeriu Florin, et Ion Constantin. 1995. *Basarabia în anii celui de al doilea război mondial: 1939-1947*. Institutul European.
- Drăgan, Iosif Constantin. 1989. *Antonescu: maresalul României și războaiele de întregire*. Venetia: Nagard.
- Dutu, Alesandru. 2009. « România nu avea, la 23 august 1944, altă soluție decât trecerea de partea Națiunilor Unite ». *Revista de istorie militară*, n° 3-4. <https://ispaim.mapn.ro/app/webroot/fileslib/upload/files/RIM/rim%203-4%202009.pdf>.
- Duțu, Alesandru. 2016. « România în cadrul războiului de coaliție (1941-1945) ». *Stusia Universitatis Moldaviae* 4 (94): 218-23. <https://oaji.net/articles/2016/2055-1476523631.pdf>.
- Duțu, Alesandru, et Florica Dobre. 1997. *Drama generalilor Români: 1944-1964*. Editura Enciclopedică.
- Dutu, Alesandru, et Maria Ignat. 2000. *1940. Drama României. Rapt și umilinta*.
- Duțu, Alesandru, Mihai Retegan, et Marian Stefan. 1991. « România în al doilea război mondial ». *Magazin istoric*, n° iunie.
- Eliade, Mircea. 2006. *Jurnalul portughez și alte scrieri*. Humanitas.
- Erickson, John. 2015. *The Road To Berlin*. Hachette UK.
- Europa Liberă. 2021. « 23 August 1944 - Mărturia-document a Regelui Mihai ». *Europa Liberă România*, 2021, sect. Politică. <https://romania.europalibera.org/a/august-1944-mărturia-regelui-mihai/31420740.html>.
- Ferraro, Gianni. 2010. *Enciclopedia dello spionaggio nella Seconda Guerra mondiale*. S. Teti.
- Friessner, Hans. 1956. *Verratene Schlachten, die Trag??die der deutschen Wehrmacht in Rum??nien und Ungarn*. Hamburg: Holsten Verlag.
- Georgescu, Vlad. 1992. « Istoria romanilor ». Humanitas. 1992. <https://humanitas.ro/humanitas/carte/istoria-romanilor-0>.
- Gheorghe, Ion. 1996. *Un dictator nefericit, Maresalul Antonescu: calea Rom??niei spre Statul satelit*. Bucuresti: Editura Machiavelli.
- Giurescu, Constantin C, et Dinu C Giurescu. 1971. *Istoria Românilor: din cele mai vechi timpuri și până astăzi*. Bucuresti: Esitura Albatros.
- Giurescu, Dinu C. 1999. *România în al doilea război mondial: 1939-1945*. All Educational.
- . 2009. « 23 august 1944 a fost o schimbare de 180° dictată de o stringentă necesitate ». *Revista de istorie militară*, n° 3-4. <https://ispaim.mapn.ro/app/webroot/fileslib/upload/files/RIM/rim%203-4%202009.pdf>.
- Historia. 2014. « 23 August 1944 - Salvarea României sau trădare națională? » 2014. <https://www.historia.ro/sectiune/general/articol/23-august-1944-salvarea-romaniei-sau-tradare-nationala>.
- Hitchins, Keith. 1994. « România. 1866–1947 ». Humanitas. 1994. <https://humanitas.ro/humanitas/carte/rom%C3%A2nia-1866%E2%80%931947>.
- Ionnițiu, Mircea. 1993. *Amintiri și reflecțiuni*. Editura Enciclopedică.

- ISPAIM. 2009. « Revista de Istorie Militară nr. 3-4/2009 ». Institutul pentru Studii Politice de Apărare și Istorie Militară. <https://ispaim.mapn.ro/app/webroot/fileslib/upload/files/RIM/rim%203-4%202009.pdf>.
- Lambriu, Steliu. 2017. « Rebeliunea legionară din 1941 ». Radio Romania International. 2017. https://www.rri.ro/ro_ro/rebeliunea_legionara_din_1941-2558933.
- Lee, Arthur Stanley Gould. 1998. *Coroana contra secera și ciocanul: povestea regelui Mihai al României*. Humanitas.
- Mark, E. 1998. « Venona's Source 19 and the 'Trident' Conference of May 1943: Diplomacy or Espionage? » <https://doi.org/10.1080/02684529808432474>.
- Matei, Dorin. 2009. « România a avut numai de beneficiat din actul de la 23 august, inclusiv în problema Transilvaniei ». *Revista de istorie militară*, n° 3-4. <https://ispaim.mapn.ro/app/webroot/fileslib/upload/files/RIM/rim%203-4%202009.pdf>.
- Mitru, Alexandru. 1997. « Scoaterea României din război. 23 august 1944 între dorință și împlinire ». *BULETINUL CERCURILOR ȘTIINȚIFICE STUDENȚEȘTI ARHEOLOGIE-ISTORIE* 3: 173-76. <http://diam.uab.ro/index.php?s=8&p=74>.
- Nagy-Talavera, Nicholas M. 1970. *The Green Shirts and the Others: A History of Fascism in Hungary and Rumania*. Hoover Institution Press, Stanford University.
- Olteanu, Constantin, Comisia Română de Istorie Militară, et Centrul de Studii si Cercetari de Istorie si Teorie Militara (Romania). 1984. *Istoria militara a poporului român*. Vol. 6. Bucuresti: Editura Militara.
- Opriș, Petre. 2020. « Controverse româno-sovietice privind importanța loviturii de stat din România de la 23 august 1944 », août.
- Otu, Petre. 2009. « Strict juridic, la 23 august 1944, a avut loc o schimbare de guvern ». *Revista de istorie militară*, n° 3-4. <https://ispaim.mapn.ro/app/webroot/fileslib/upload/files/RIM/rim%203-4%202009.pdf>.
- . 2021. « Planificarea strategică românească în perioada septembrie 1940 – iunie 1941 ». *Revista de istorie militară*, n° 3-4. <https://ispaim.mapn.ro/app/webroot/fileslib/upload/files/RIM/rim%203-4%202021.pdf>.
- Pascu, Ștefan. 1983. *Atlas pentru istoria României*. Editura Didactică și Pedagogică.
- Pelin, Mihai. 2005. *Diplomație de război: România-Italia 1939-1945*. Editura Elion.
- Porter, Ivor. 2005. *Michael of Romania: The King and the Country*. Sutton.
- Roll, David. 2013. *The Hopkins Touch: Harry Hopkins and the Forging of the Alliance to Defeat Hitler*. OUP USA.
- Sănătescu, Constantin. 2006. *Jurnalul generalului Sănătescu*. Humanitas.
- Schonherr, Klaus. 2009. ...« ...retragerea României din Axă a nu a fost percepută de către germani ca fiind un eveniment la fel de grav ». *Revista de istorie militară*, n° 3-4. <https://ispaim.mapn.ro/app/webroot/fileslib/upload/files/RIM/rim%203-4%202009.pdf>.
- Scurtu, Ioan. 1984. « Pregătirea politică a actului istoric de la 23 August 1944 ». *Carpica XVI*. <https://biblioteca-digitala.ro/reviste/carpica/dl.asp?filename=16-carpica-XVI-1984.pdf>.
- . 2009. ...« ...un act necesar, dar insuficient pregătit, țara fiind lăsată la discreția Armatei Roșii ». *Revista de istorie militară*, n° 3-4. <https://ispaim.mapn.ro/app/webroot/fileslib/upload/files/RIM/rim%203-4%202009.pdf>.
- Scurtu, Ioan, Constantin Mocanu, et Doina Smârcea. 1995. *Documente privind istoria României între anii 1918-1944*. Editura Didactică și Pedagogică.
- Tănase, Tiberiu. 2018. « Serviciul Special de Informații după 23 August 1944 ». 2018. <https://www.art-emis.ro/istorie/serviciul-special-de-informatii-dup-23-august-1944>.

- The Avalon Project. 2016. « The Armistice Agreement with Rumania; September 12, 1944 ». 29 août 2016. <https://web.archive.org/web/20160829123749/http://avalon.law.yale.edu/wwii/rumania.asp>.
- Trașcă, Ottmar. 2009. « Ieșirea României din alianța cu Germania a fost un act de salvare națională ». *Revista de istorie militară*, n° 3-4. <https://ispaim.mapn.ro/app/webroot/fileslib/upload/files/RIM/rim%203-4%202009.pdf>.
- . 2021. « Situația Armatei române în viziunea Misiunii Militare Germane în România în perioada premergătoare operațiunii „Barbarossa” (februarie-mai 1941) ». *Revista de istorie militară*, n° 3-4. <https://ispaim.mapn.ro/app/webroot/fileslib/upload/files/RIM/rim%203-4%202021.pdf>.
- Troncotă, Cristian. 2009. « 23 august 1944, o adaptare a strategiei românești la noua configurație politico-militară ». *Revista de istorie militară*, n° 3-4. <https://ispaim.mapn.ro/app/webroot/fileslib/upload/files/RIM/rim%203-4%202009.pdf>.
- United Nations. 1950. « Treaties and international agreements registered or filed and recorded with the Secretariat of the United Nations, Volume 49 ». <https://treaties.un.org/doc/Publication/UNTS/Volume%2049/v49.pdf>.
- Văduva, Gheorghe. 2015. « Falia strategică Marea Neagră – Marea Baltică ». *Polis* Volum III (4(10)). <https://revistapolis.ro/falia-strategica-marea-neagra-marea-baltica/>.
- Văratîc, Vitalie. 2000. *Preliminarii ale raptului Basarabiei și Nordului Bucovinei: 1938-1940 : volum de documente din fostele arhive secrete române*. Libra.
- Vianu, Alexandru. 1976. *Relatii internationale în acte si documente 2. 1939-1945. - 1976. - 301 S. 2. 1939-1945. - 1976. - 301 S.* Bucuresti: Ed. Didactica si Pedagogica.
- WorldWar2.ro. 2022. « WorldWar2.ro - Military operations ». 2022. <http://www.worldwar2.ro/operatii/>.
- Бугай, Николай Фёдорович. 1999. *Депортация жителей Украины, Белоруссии и Молдовы*. Essen: Dittmar Dahlmann Gerhard Hirschfeld.